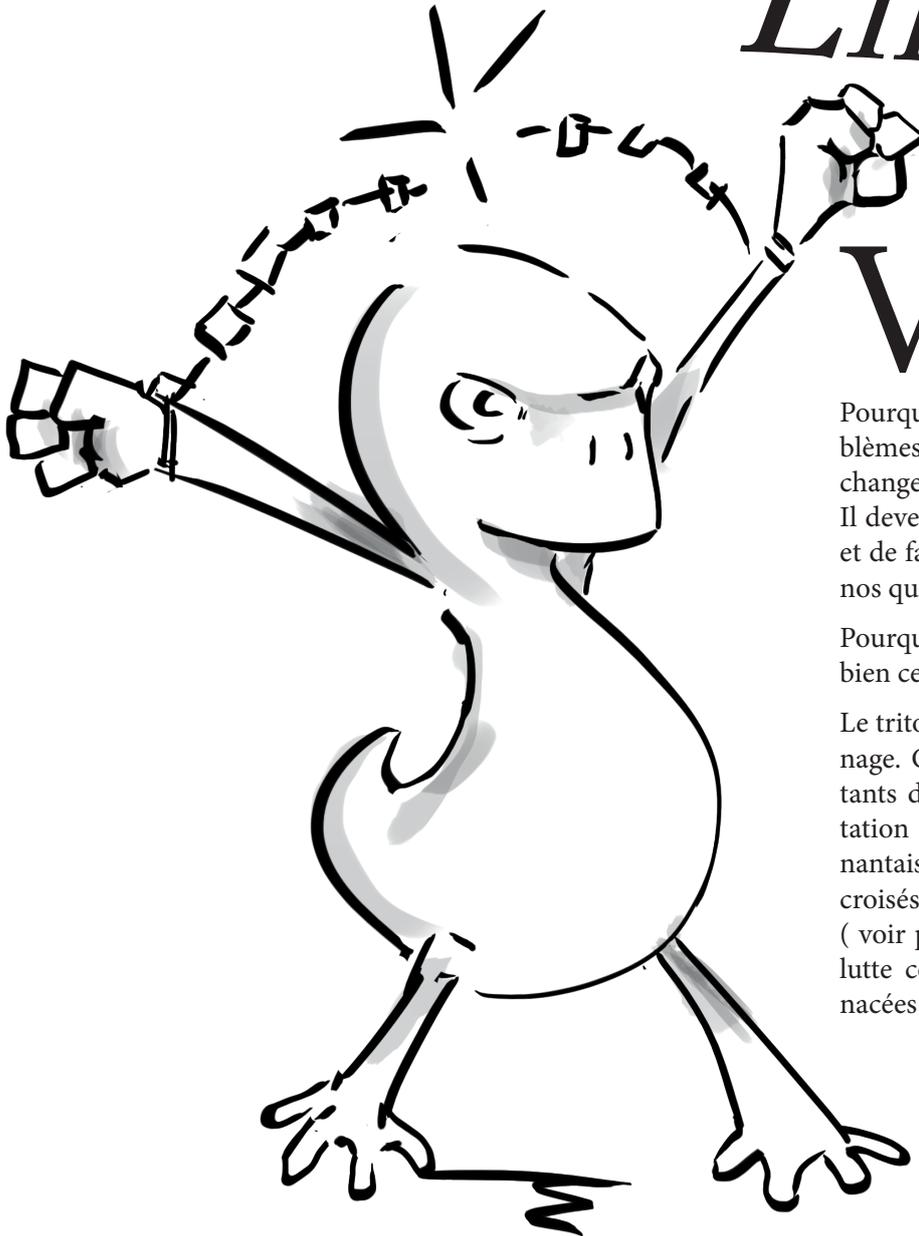


LE TRITON

LIBÉRÉ

EDITO



Vous tenez dans vos mains le premier numéro du Triton Libéré, journal de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) de Fives-Hellemmes-St Maurice.

Pourquoi un APU dans nos quartiers ? Les problèmes de loyers, l'insalubrité, les discours sur le changement du quartier et ses effets se multiplient. Il devenait important de s'organiser entre habitants et de faire entendre notre voix sur la rénovation de nos quartiers.

Pourquoi le Triton Libéré ! nous diriez vous ? Et bien ce nom a tout un sens pour nous !

Le triton est un symbole de la lutte contre le bétonnage. C'est comme ça qu'il est utilisé par les militants de Notre Dame des Landes contre l'implantation d'un nouvel aéroport dans l'agglomération nantaise. Et nous l'avons choisi car nous en avons croisés sur la lutte des habitants de l'îlot pépinière (voir plus loin dans ce numéro) à Saint-Maurice, lutte contre l'expropriation de leurs maisons menacées par l'inexorable avancée des tours de béton d'Euralille.

Contre le mépris réservé aux habitant-e-s, le tout béton, l'embourgeoisement de nos quartiers, les marchands de sommeil, les promoteurs immobiliers et la rénovation au bulldozer, le Triton Libéré sera impitoyable !

Le nom de Triton Libéré est aussi un clin d'œil au Clampin Libéré, un canard indépendant des années 70 qui a secoué le paysage lillois et qui avait pour ambition d'être « *au service des sans-voix, des sans pouvoir* » On ne peut que revendiquer ce lien, notre but étant le même dans la rénovation urbaine !

Qu'on se le dise, un APU existe maintenant dans le quartier. Ça va faire du bruit !

LUTTES URBAINES
HISTOIRE DU QUARTIER
... A NOUS LA VILLE !

Îlot Pépinière : quand Euralille expulse !

Sitôt créé, sitôt en lutte. Le collectif de l'APU Fives n'a que quelques semaines quand il est sollicité pour soutenir les habitants de l'îlot pépinière. L'enjeu : l'avancée d'Euralille sur les maisons de la rue du faubourg de Roubaix. Promoteurs et décideurs contre habitants : la lutte est lancée !

EN RÉSUMÉ ...

DÉBUT DU PROJET :

2009 : Premières études d'aménagement

2013 : Création de la ZAC Pépinière

2014 : Début des chantiers (espèrent-ils !)

ACTEURS :

Collectivité Lille Métropole-

Ville de Lille

MOE Tandem+ - Leblanc Venacque

Aménageur SPL Euralille

PROGRAMME :

250-270 logements sur une surface de 19 600 M²

3 100 M² de surfaces dédié aux commerces et aux activités

Fin janvier. Le téléphone de l'APU sonne.

Au bout du fil Antoine, un habitant de la rue du faubourg de Roubaix. « J'ai vu qu'un APU s'est créé dans le quartier. Il faudrait qu'on se rencontre. » Plusieurs propriétaires de la rue sont menacés d'expropriation. Leurs maisons doivent céder la place à de nouveaux immeubles d'Euralille. Le projet est appelé : « Îlot pépinière ». Ni une ni deux, le rendez-vous est pris pour la semaine suivante.

3 février. A une première rencontre informelle dans le salon d'Antoine, s'ensuit une réunion entre l'APU et l'ensemble des habitants concernés, un collectif est né : celui des « habitants de Saint Maurice Pellevoisin ». Mais le temps presse, une « enquête publique » est en cours à la mairie de quartier de Saint-Maurice. L'enquêtrice, Mme Huart, a un mois pour recueillir les avis des habitants concernant la démolition des maisons. A la fin du mois de février, elle rendra ses conclusions et approuvera (ou non) la « déclaration d'utilité publique » synonyme d'expulsion pour Antoine et ses voisins.

15 février. Nouvelle réunion. L'APU et le collectif des habitants se sont mis d'accord pour rendre un document, un état des lieux de tous les problèmes rencontrés. En effet, le compte n'y est pas. Les promesses faites

aux habitants n'ont pas été tenues : « pas d'expropriation » s'était engagé le maire de quartier Dominique Plancke, c'est pourtant bien la menace qui pèse sur les habitants. « Pas d'immeubles de plus de 3 étages » annonçaient les premiers documents de « concertation », ce sont plusieurs bâtiments de 9 étages qui doivent fleurir

*« Une ville pour tous »
criaient les élus, c'est à
peine 5% de logements
vraiment sociaux*

aujourd'hui, « Une ville pour tous » criaient les élus, c'est à peine 5% de logements vraiment sociaux qui doivent voir le jour dans ces bâtiments. Si on ajoute à ça des qualités de vies douteuses (les maisons rachetées par la mairie pourrissent sur place), une analyse environnementale bancal quant à la pollution... Pour nous, la sentence est claire : les élus de la mairie et de la Communauté Urbaine et techniciens de la SPL Euralille ont tout faux !

L'APU mène son enquête. Au delà de la vingtaine de maisons concernées par la destruction c'est la pépinière du fleuriste Vallez qui doit aussi être bétonnée. 1,5 hectares de verdure doivent disparaître



BRÈVES

Fives Cail Babcock :

Le projet de rénovation de la plus grande friche urbaine lilloise avance. L'enquête publique s'ouvre en mairie de Fives et d'Hellemmes. Elle a lieu du 19 Mai au 20 Juin. Le dossier du projet est disponible en mairie et l'enquêteur public tiendra des permanences pour compiler les remarques des habitants.

Ah les médias...

Le 2 avril dernier, dans la Voix du Nord, on peut lire un article « Lille : Pourquoi le FN a-t-il cartonné à Fives ? On remet sa haine sur le pouvoir. ». Tous les clichés sont de sortie, saleté du quartier, violence, délinquance, classes populaires fascisantes etc. On est tout surpris d'apprendre qu'il ne s'agit en fait que de 700 voix pour le FN, dans un quartier de 19 000 habitant-e-s... Au plus c'est gros...

Quant il s'agit de stigmatiser il y a du monde, à l'inverse quand des jeunes de quartier tentent d'empêcher une expulsion de personnes âgées, comme en septembre dernier à Montpellier, là silence radio sur la solidarité.

Manifestation de fin de trêve hivernale

Comme tous les ans, à l'appel des APU de la métropole lilloise, s'est tenue le 15 mars dernier une manifestation lors de la fin de la trêve hivernale. Cette année c'est un peu plus de 400 personnes qui ont secoué le centre ville, au rythme des slogans et chants, pour demander l'arrêt des expulsions locatives et le logement pour tous !



sous les coups des bulldozers. Contacté par téléphone, le fleuriste nous répond : « Les écolos du coin ont trouvé une espèce protégée de triton sur le site. Ils vivent les vieux de 80 ans mais ils sauvegardent les tritons ! » Ils se foutent du monde. Mais on gardera quand même le symbole du triton. Partout où ils passeront outre l'avis des habitants, nous serons des tritons !

22 février. Nouvelle réunion. Cette fois-ci, on se rejoint chez Saïd.

Le document commence à prendre forme. Il reste à revenir sur les méthodes des pouvoirs publics. Elles tiennent plus du harcèlement et de l'intimidation que de la négociation avec les habitants. Les autorités profitent de leur position de force en tant que représentants de l'État et de la position de faiblesse de certains propriétaires en raison de leur âge ou de leurs difficultés financières. Les offres de rachat sont moitié moins que les prix du marché.

28 février. Dernier jour de l'enquête publique.

Le document est terminé. Les habitants y joignent l'ensemble des courriers échangés avec les décideurs. Une dizaine de personnes, mêlant habitants et militants de l'APU, débarque en mairie de quartier. Notre délégation impressionne. Le dialogue se fait, on joint nos dossiers aux remarques de l'enquêtrice, on arrive à obtenir les photocopies de certains documents qui nous étaient refusés

jusqu'alors. Au sortir de cet entretien, Amar l'un des habitants s'exclame « les dés sont pipés mais les jeux ne sont pas faits ».

13 mars. On n'en reste pas là.

On continue notre petit bout de lutte avec les habitants. Le 13 mars c'est la pose d'une première banderole « Halte aux expropriations » rue du Faubourg de Roubaix et une conférence de presse dans la foulée. C'est l'occasion pour les habitants de raconter leur vécu, les fausses promesses, les interactions conflictuelles avec la mairie et la remise du rapport à l'enquêtrice.

« Prends tes valises, on colonise »

C'est l'occasion aussi pour notre association de nous présenter. Deux journalistes sont là. Et leurs photographes. Ça donne lieu à deux papiers dans *Liberté Hebdo* et *20 minutes*. On demande des comptes aux élus. On veut des réponses à nos questions. Mais jusqu'à aujourd'hui : silence radio.

Fin Avril. Une seconde banderole – « Quelle utilité publique ? Habitant dégage ! Ici on aménage ! » – vient égayer la rue. On ne lâche pas l'affaire ! L'enquêtrice avait un mois pour rendre ses conclusions. Le rapport devait tomber pour fin mars, après une prolongation d'un mois du délai pour l'enquêtrice ; on l'attend toujours impatiemment...



« Ils commencent par nier, mais se rendent vite compte qu'un dossier est monté »

J'ai loué il y a déjà deux ans un appartement auprès de l'agence immobilière Faëls Immobilier.

Sans m'attarder trop sur les conditions dans lesquelles j'ai habité ce logement, il me semble important de les mentionner: état des fenêtres déplorable (boiseries pourrissantes, vitres fêlées, il en manquait même une que j'ai dû bâcher avec du plastique et du carton), installations électriques vétustes, radiateur qui a arrêté de fonctionner, etc. Des travaux devaient être entrepris et terminés avant mon emménagement, mais dans les faits ils n'ont jamais eu lieu. L'agence et le syndic qui géraient l'appartement n'ont jamais répondu à mes sollicitations.

Bref, je déménage 9 mois plus tard. Mon état des lieux de sortie est en tout point semblable à celui d'entrée. Et je m'attends comme il se doit à récupérer mon dépôt de garantie de 450€. Il n'en est rien, et passé le délai légal, je leur envoie à nouveau un courrier recommandé avec accusé de réception où je les presse instamment de me rendre mes sous.

« Les audiences s'enchaînent, on se croirait dans un abattoir »

Madame A. est venue nous rencontrer lors d'une permanence collective début février. Arrivée en France en 2007, elle vit seule avec ses 5 enfants dans un appartement non loin de la cité Saint -Maurice à Fives. Elle y a été relogée en 2010 dans un T4 appartenant au PACT (mouvement pour l'amélioration de l'habitat, bailleur social, associatif) suite à l'intervention de l'APU Vieux-lille car elle habitait dans un logement insalubre. Aujourd'hui, c'est suite à un impayé de loyer qu'elle est venue chercher nos conseils.

En effet, elle est assignée au tribunal d'instance de Lille par le PACT pour une dette de 1 700€. La dette est peu importante, Madame A. a repris le paiement complet de son loyer depuis déjà plusieurs mois, rien ne justifie une exclusion aussi rapide. Cela reflète l'action « sociale » du PACT avec ses locataires.

Une visite du logement est faite rapidement et nous remarquons plusieurs désagréments dans l'immeuble (escalier cassé, entrée grande ouverte...).

Très rapidement nous prenons contact avec le PACT. Un courrier leur est envoyé dans lequel nous leur proposons un accord pour rembourser la dette petit à petit mais également nous ne manquons pas de souligner l'état de

Toujours pas de réponse.

Je prends contact avec le service médiation de la mairie où on me remet un dossier à rendre au tribunal de je ne sais plus quoi, dossier que je n'ai jamais su remplir. Je me décourage, laisse passer le temps et enfin, un ami me parle de l'APU de Fives. Je vais à la permanence collective, je présente mon cas, j'amène tous les documents liés à cet appartement (courriers, accusés de réception, bail, etc.) et j'obtiens un rendez-vous pour rédiger un courrier à envoyer à l'agence avec l'en-tête de l'association.

Enfin ils réagissent !

Ils appellent l'APU et commencent par nier avoir eu tout contact avec moi, mais ils se rendent vite compte qu'un dossier est monté. Ils changent alors de discours et disent qu'ils n'ont jamais reçu de courrier de ma part, et qu'il faut voir directement avec la propriétaire dont ils nous donnent les coordonnées.

Deuxième rendez-vous, deuxième courrier, mais pour la proprio cette fois. Celle-ci téléphone, dit qu'elle ne savait pas, et je reçois dans la semaine qui suit mon dépôt de garantie !

En résumé : 2 semaines à peine pour régler cette affaire !

l'immeuble. Après avoir regardé ensemble les différentes solutions possibles, elle est prête à donner 20€ par mois en plus du loyer pour combler la dette progressivement. Un plan d'apurement (1) est signé avec une responsable du PACT une semaine avant le procès.

Lors du procès, Madame A. est accompagnée par un membre de l'APU et heureusement !! Les audiences s'enchaînent, on se croirait dans un abattoir.

L'avocat du PACT n'a pas les papiers pour le plan d'apurement, le juge était prêt à valider l'expulsion ! Nous sommes donc intervenus avec une copie du plan d'apurement signé par les deux parties. On a évité le pire.

Dans ce type de dossier, des actions, comme le FSL, auraient pu être mises en place afin de combler cette dette. Mais elle a un titre de séjour qui ne lui donne aucun droit. C'est pourquoi, en parallèle de ces problèmes de logements, nous avons donc travaillé sur la question des papiers.

S'ensuit alors une rencontre avec Louissette du Collectif des Sans Papiers de Lille afin de faire une demande d'un titre de séjour offrant plus de droit. Une demande a été faite pour une carte « vie privée, vie familiale » en s'appuyant sur la circulaire Valls qui demande aux préfets un regard « bienveillant » sur certains dossiers. La demande est en cours.

Nous suivons actuellement son dossier.

(1) : Echelonnement de la dette sur plusieurs mois.

(2) : (Fonds Solidarité Logement)



Assemblée générale de création de l'Atelier Populaire d'Urbanisme de Fives-Hellemmes.

C'est le 14 juin 2014 à la Bourse du Travail, et c'est à partir de 14h dans les locaux de Solidaires.

Après l'assemblée générale, un barbecue sera organisé dans la cour de la Bourse du travail, venez nombreux !

Infos pratiques : c'est au 174 Boulevard de l'Usine, station de métro Fives ou Marbrerie, arrêt de bus Boulevard de l'Usine, ligne 13.

BRÈVES

Bienvenue au nouveau maire de quartier

C'est maintenant officiel, Sébastien Duhem succède à Jean Louis Frémaux à la tête de la mairie de quartier de Fives. « Fives change », la rénovation urbaine bat son plein, un APU s'est créé sur le quartier, à bientôt monsieur le maire !

Fin de trêve hivernale

Pour la deuxième année consécutive la fin de la trêve hivernale a été reportée de 15 jours.

Cette année c'est encore 40 à 45 000 familles qui sont menacées depuis le 1er avril. En 2012, c'est 120 000 personnes qui ont été victimes des expulsions locatives. On a pas fini de le hurler sur tous les toits, les logements sont à ceux qui les habitent !

Retour sur la mobilisation des Roms de la Bourse du travail de Fives :

28 octobre : une centaine de Roms est expulsée d'un parking de 4 cantons. Ils trouvent refuge à la bourse du travail de Fives, siège des syndicats de Lille. Pendant 70 jours, des associatifs, des syndicalistes, des militants mais surtout les Roms eux-mêmes mènent un combat inégal face à la préfecture pour l'obtention de logements.

Ils obtiennent gain de cause mais la victoire est de courte durée. La plupart des Roms logés par la préfecture dans des chambres d'hôtels est expulsée le 31 mars suite à la fin de la trêve hivernale pour motif de « charges excessives pour l'État ».

Préférer l'habitat précaire surfacturé par le privé, à la solution durable moins coûteuse, n'est-elle pas là, la bêtise excessive de l'État ?



Boulevard de l'usine, 1913

Le collectif BW-Friches

Il s'agit d'un collectif de fivois-e-s, créé en 2013, qui mène une réflexion sur le devenir du site dit «Brunel» (ancien site industriel de 6500 m2 entouré des rues de Pologne, Désaugiers, du Bois d'Annapes et de Madagascar). Racheté par les pouvoirs publics, ce site est voué à la construction de 70 à 80 logements.

Le collectif a pour but de participer aux choix sur la transformation du quartier. Il se réunit autour de valeurs et d'actions collectives liées à la solidarité, l'écologie, la culture...

Habitat durable, oui mais pour les bobos !

Le 12 décembre 2013, Cécile Duflot, alors ministre du Logement, inaugure la maison de l'Habitat Durable à Wazemmes en compagnie de notre bien-aimée Martine Ière, reine des bobos. Des Roms et des militant-e-s lui rendent hommage en organisant un rassemblement contre les expulsions et pour l'accès au logement des familles expulsées.

Elles sont sympas, la Cécile et la Martine, elles ont envoyé des jolis policiers pour barrer le passage aux militants et aux Roms. Des bobos et des flics, ça promet comme programme durable...

La Cité Saint-Maurice :

La Cité Saint-Maurice est une cité ouvrière construite en 1854 sur le modèle du paternalisme patronal. Des cités accessibles aux ouvriers, salubres et avec des espaces collectifs. Cent ans après la construction, la Société Saint Maurice gérant ces logements est dissoute.

Les logements sont vendus séparément à différents bailleurs. Aujourd'hui, une étude est en cours pour « réhabiliter » les logements à forte valeur patrimoniale pour en faire une sorte de musée ouvrier mais... sans les ouvriers.

Collectif : Plaie Commune de Seine-St Denis

Combien de logements vides en France ? Combien de personnes mal logées ou sans logement en France ? Comment sommes-nous « traité-e-s » lors des plans de « rénovation urbaine », de « requalification des quartiers » ?

Que sommes-nous face aux machines de la politique de la ville ?

Les crapules, bonimenteurs, politiciens, entrepreneurs du BTP, agents immobiliers, marchands de sommeil – parfois les mêmes, toujours amis – ne s'en préoccupent pas. Leur réponse est : spéculative, électorale, policière et sécuritaire

Pour rompre avec leurs logiques, nous nous sommes constitué-e-s en un collectif d'habitant-e-s de banlieue parisienne, libre de toute appartenance à des partis ou syndicats, pour informer et agir contre les rénovations urbaines qui se font dans l'opacité la plus totale, souvent à l'encontre de nos intérêts, de nos vies, mais systématiquement dans l'intérêt du système capitaliste.

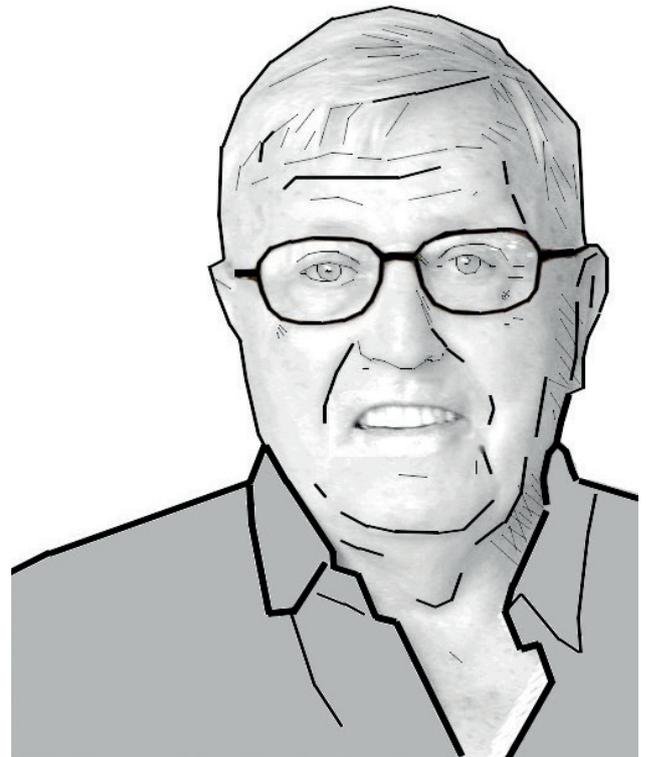


Nous leur répondons que c'est aux habitant-e-s de décider ! Réapproprions-nous la ville !



Michel Perret : un prêtre branché sur les luttes sociales

L'APU de Fives s'est créé en janvier 2014. Nos permanences se tiennent au 118 de la rue Jean Bart à Hellemmes, chaque fin de semaine. C'est Michel Perret, un prêtre ouvrier qui nous avait accueillis chez lui et nous a permis de lancer notre association. Michel nous a quitté le 27 février. Nous lui devons beaucoup. En forme d'hommage voici une interview qu'on avait réalisée avec lui il y a quelques mois. Il nous parle de l'histoire ouvrière de nos quartiers, de celle du 118 et des valeurs qu'il défendait.



Tu es prêtre ouvrier, qu'est ce que ça veut dire ?

C'est parti d'un constat avant la guerre : il y a une désertion du monde populaire, du monde ouvrier par rapport à l'Église. Le nombre de baptêmes et de mariages diminue considérablement et dans le même temps le communisme se développait. Avant guerre ça a déclenché en Belgique la création de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), par un prêtre qui s'appelait l'Abbé Cardijn. Ça a été un succès foudroyant, à l'époque il n'y avait pas de mouvement de jeunesse, ou très peu. Et les français se sont dit il faut faire la même chose ici. Les gens étaient intéressés par une approche différente du christianisme : branchée sur les luttes sociales et ouvrières, sur les solidarités. Un visage différent du christianisme qui apparaissait enkysté dans le rituel.

Là-dessus arrive la guerre. Un nombre assez conséquent de prêtres sont mobilisés, certains sont fait prisonniers dans les camps allemands. A cette époque là, les prêtres des paroisses vivaient à quatre, cinq dans des presbytères où ils

étaient complètement coupés du monde. Une vie séparée de la population. On rencontrait les gens pendant les messes, les funérailles mais en dehors de ça on restait enfermé dans sa maison. Ils se retrouvent prisonniers en Allemagne, au même niveau que des tas d'autres soldats. Dans les camps de prisonniers, ils n'ont pas d'uniforme, pas de soutane. Les heures passent, les journées : franchise de parole, les amitiés se nouent. Et ils se rendent compte que toute la formation qu'ils ont eu est à plusieurs milliers de kilomètres de là où en sont la plupart des gens. Et ils se disent que c'est incroyable le fossé qui s'est créé entre les gens et l'Église.

Quand ils sont revenus des camps de prisonniers, certains d'entre eux ont dit : moi je ne retourne pas au presbytère. Ils ne rendaient plus de service paroissial donc ils n'étaient plus rémunérés. Il fallait gagner sa vie. Voilà, ça

s'est fait comme ça, sans concertation. Et un beau jour on a appris qu'à Paris, Rouen, Marseille etc. des gars avaient eu la même idée. L'opinion publique a appelé ça « prêtres-ouvriers ». Ils avaient tous un travail manuel car il s'agissait de se rapprocher du monde ouvrier.

Et le 118 alors, comment ça s'est créé ?

L'équipe ici du 118 est née en 1947-1948 et moi je l'ai rejoint en 1965. Jacques est arrivé d'abord, ensuite Jean, ensuite Charles en 1952 et Joseph en 1954. Tous ont pris l'embauche : Jacques a travaillé dans l'usine de Fives qui à l'époque comptait 5000 salariés. Ça a fait du bruit. Les gens disaient : « Il y a un curé ici ch'est pô possible ». Et puis il y a eu les premières grèves peu de temps après. Les gars du syndicat l'avaient repéré : « Si t'es un curé, tu sais causer : donc il faut que t'appelles à la solidarité pour la grève. » Il a pris la parole, tout le monde a vu sa tête. Et l'aventure a commencé comme ça.

La maison ici était un ancien café. Il y a encore le bar. Ça a été facile à acquérir parce que tout était cassé, il n'y avait plus de fenêtres, etc. Les maisons en face ont été détruites en 1943-44 quand ils ont bombardé la gare et l'usine de Fives. La rue était connue comme celle où il y avait la plus forte concentration d'ouvriers. Au bout de la rue il y avait une usine textile, une autre qui travaillait le lin, et puis l'usine de Fives avec l'entrée de la fonderie qui était dans la rue Jean Bart, ici.

Et tu as connu les grèves de mai 68 alors ?

Alors moi je suis arrivé ici en 1965 et j'avais trouvé l'embauche chez Bouliet déloulé à côté du lycée professionnel maintenant. J'y ai travaillé pendant trois ans. Et j'ai vécu

mai 68 là-bas. A cette époque là, on était toujours au boulot en bleu de travail. On sortait en bleu de la maison et on allait à pied au boulot. Mais pendant mai 68, tout le monde était arrêté. Donc je me suis dit, je vais me faire alpaguer dans la rue : « tu vas au travail alors que toute la France est arrêtée ? » Je me suis dit : je vais me faire accrocher... Donc je suis allé au boulot en civil.

J'arrive au boulot, on était tous en civil et pas en bleu. Alors on s'est dit qu'on avait aussi nos problèmes. Donc on a fait la liste pendant l'heure du midi. C'était moi qui était le plus apte à écrire donc j'ai pris une feuille de papier, j'ai écouté les uns les autres, et on a rédigé le cahier de revendications.

C'était le curé de l'église qui avait appelé la police en disant : « Il y a des communistes qui assiègent mon église. »

Une fois qu'on était prêts, on est allé tous les sept après la journée de travail au bureau du patron, il était tout seul, c'était un petit patron. Et il nous dit : « vous êtes complètement fous, je ne suis pas l'Usine de

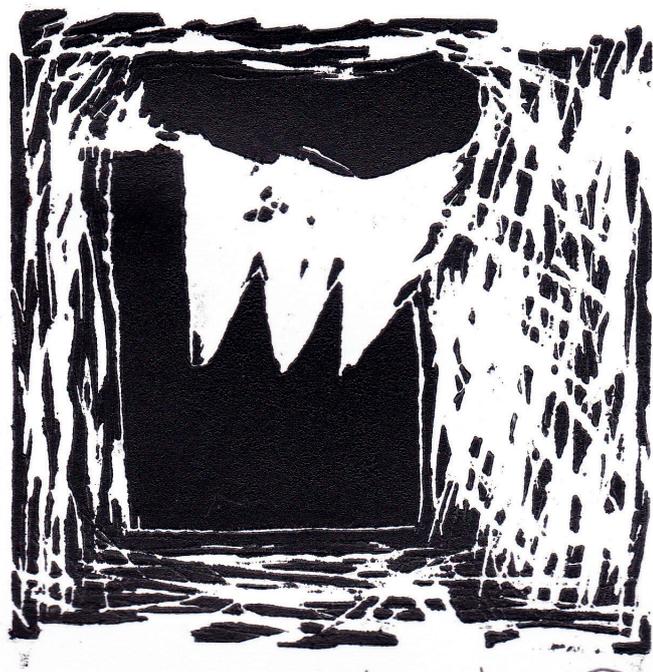
Fives, je ne suis pas une grande usine. On est sept, c'est un petit atelier, je ne peux pas me lancer dans des trucs comme ça, c'est pas possible. Vous voulez qu'on ferme tout ? Et ben c'est fini vous n'avez plus de travail... » Il a joué tout le temps comme ça, comme si on tuait l'usine et qu'on n'avait plus de boulot. On a bien vu qu'il était en train de nous faire du chantage. Après on a eu des informations sur le fait qu'il avait deux résidences secondaires...

On ne s'est pas laissé mener en bateau et on lui a dit le cahier est là, nous on attend. Et puis après il y a eu les accords de Grenelle donc on a repris le boulot et on a gagné 15% d'augmentation de salaire, des horaires différents, les visites médicales, etc.

A cette époque là, j'ai connu la place Hentges noire de monde. Entre les cheminot avec près de 3000 personnes, à l'usine de Fives : 5000-5500 ; plus les cotonnières et autres, etc. On était au courant avec la radio ou des gars qui passaient dans la rue avec des hauts-parleurs : « Assemblée d'information place Hentgès à telle heure ! »

Après 68 j'ai trouvé à me faire embaucher chez Fauvet Girel, une usine qui construisait des wagons de marchandises et des tracteurs. Un beau jour, en 1971, au retour des vacances, on découvre qu'il y a une bonne quinzaine de gars qui arrive avec qui on a du mal à échanger. Ils nous disent qu'ils sont Turcs. Les copains se retournent vers moi, ils savaient que j'étais prêtre ouvrier : « Michel, faut que tu leur apprennes à parler le français ». Donc j'ai négocié dans l'usine pour partir un mois à Melun en stage à l'éducation nationale. Et la CGT a négocié pour que j'intervienne trois après-midi par semaine.

Lundi mercredi et vendredi après-midi je faisais cours au restaurant d'entreprise. Et j'avais quinze bonshommes devant moi. J'ai fait ça pendant deux ans. Je les vois encore



aujourd'hui. Ce soir je mange chez une famille turque et le gars est un ancien copain de l'usine.

Et le syndicat, alors ? Tu étais délégué CGT à Fauvet Girel...

Oui. Le patron a accepté cet arrangement. Mais il a voulu me mettre sur la liste des délégués, j'étais payé sur les heures de délégation et il n'avait pas à payer en plus les heures de cours que je faisais. Donc j'ai été mis sur la liste des délégués au mois de septembre. Tout d'un coup j'étais élu délégué alors que ça n'était pas prévu. Mais comme j'avais le droit à 15 heures de délégation par mois, il était convenu que je ne faisais pas le délégué, j'utilisais les heures pour faire les cours.

Les autres copains prêtres-ouvriers sont devenus délégués comme ça aussi : avec des concours de circonstances comme ça.

En 1969-70, je me suis présenté à l'usine Peugeot. Avant de me faire embaucher chez Fauvet Girel, j'étais sur la liste d'attente. La dame à l'accueil me demande mon nom, je lui donne et elle me dit immédiatement : « il n'y a plus d'embauche ». Le fait de dire mon nom : il n'y avait plus d'embauche. Il y avait un problème. Je raconte ça au 118 et on me dit qu'on va demander à Edmond, un copain qui travaillait chez Peugeot. Je vais le voir, il me dit qu'il connaît les femmes qui travaillent dans les bureaux et qu'il va leur demander si elles peuvent jeter un coup d'œil là-dessus. Une femme a réussi à y aller pendant l'heure du midi. Elle regarde, elle sort mon dossier et voit ma fiche des

renseignements généraux... Alors que c'est complètement illégal, ce sont des renseignements de police qui n'ont pas le droit d'être donnés. Dedans il était marqué que j'avais été choppé par les flics à Caen – je suis originaire de là-bas – dans une manif contre la torture en Algérie et le colonialisme, etc. Et une autre manif où j'avais été embarqué au poste parce que j'avais fait une distribution du journal Témoignage chrétien à la sortie d'une église. Et c'était le curé de l'église qui avait fait appel à la police en disant : « Il y a des communistes qui assiègent mon église. » Alors que c'était des chrétiens qui vendaient un journal chrétien. [Il se marre] Et donc le patronat de Peugeot-Lille avait ma fiche de police.

Et dans la rue alors, comment ça se passait ?

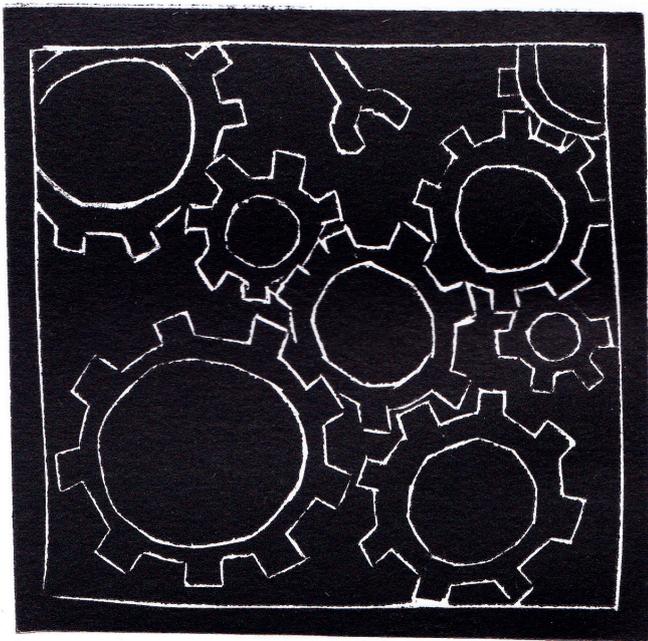
En 1965, je suis arrivé dans une rue où tout le monde se connaissait, la plupart des gens étaient nés dans la rue ou avaient grandi ici, les enfants jouaient, couraient d'une maison à l'autre, les gens occupaient les trottoirs, il n'y avait pas de bagnoles, etc. Il y avait toute une vie sociale. Nous ici, on n'avait aucune serrure sur la porte. On était comme chez nous, en famille. On faisait confiance à tout le monde. Les gens partaient au boulot et ne fermaient pas la maison. Au 118, on partait en congés pendant le mois d'août, tu laissais une bouteille de pinard sur le bout de la table, tu revenais à la fin du mois elle était encore là. Personne n'y avait touché. C'était la grande famille. Tout le monde se connaissait, tout le monde faisait attention à tout le monde.

On s'arrête là pour ce numéro. Mais soyez sûrs, qu'on reviendra sur toutes ces histoires. Sur le monde ouvrier, sur Fives, sur Hellemmes, sur Michel.

Ça a fait du bruit. Les gens disaient : « Il y a un curée ichi d'dans, ch'est pô possible ».



Intervention lors de la journée porte ouverte Fauvet Girel à Lille 8 mai 1985



BROKEN PÈRE ET FILS SINCE 1970

Spécialisés dans la casse de parpaings et le décoffrage, le changement de serrure et le barricadage.

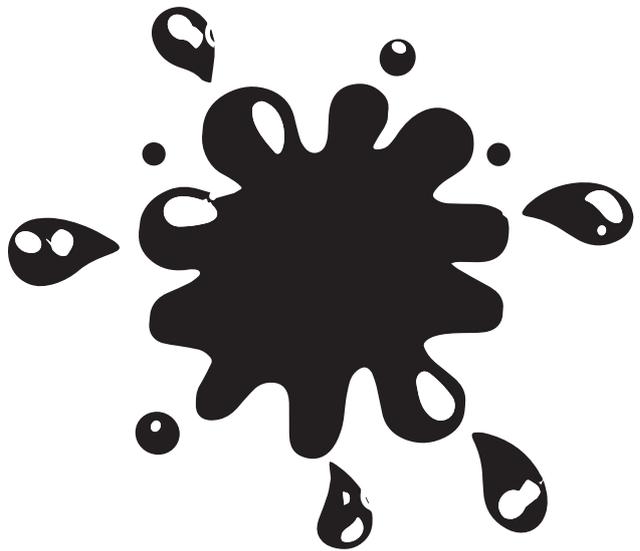
Plus de 40 ans d'expérience dans l'ouverture de maisons et l'emmerdement de spéculateurs immobiliers.

PETITE HISTOIRE DU QUOTIDIEN :

C'est l'histoire d'un huissier qui traverse la rue...

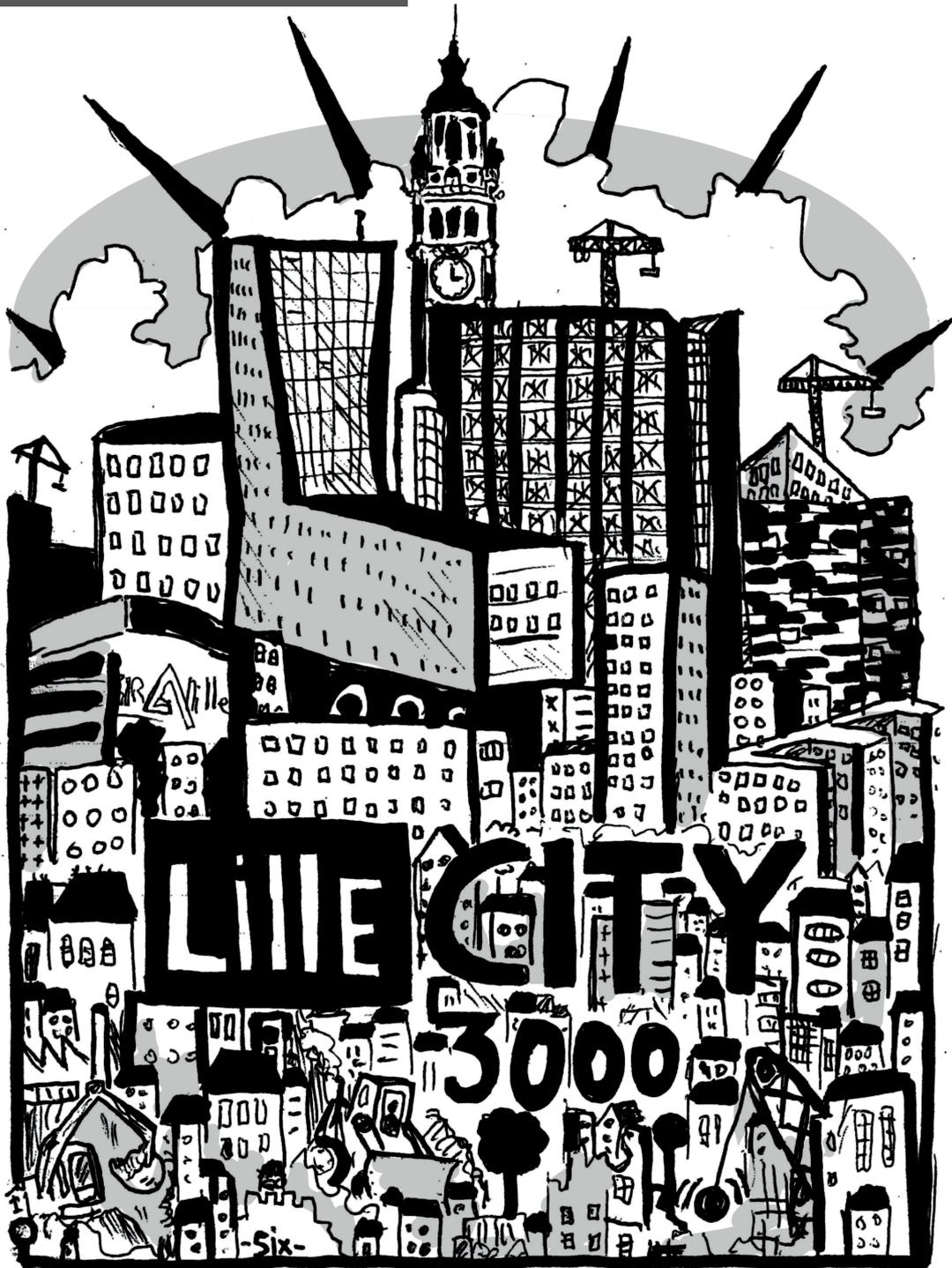
Un groupe de gens avec des tomates pourries de l'autre côté de la rue....

Et splatsh l'huissier !



L'APU VU PAR LES AUTRES...





PROMOTEURS AMBITIEUX,

Les aménageurs métropolitains ont l'honneur de mettre à votre disposition une application **révolutionnaire** pour tablettes et smartphones. Fan de Sim City étant jeune vous serez comblés !

Déplacez toujours plus de populations ! **Élevez** toujours plus **haut** vos immeubles ! Et ainsi : faites grimper vos **scores** !

Atelier Populaire d'Urbanisme de Fives - Hellemmes

C'est aux habitants de décider de l'avenir de leur quartier.
Fivois, hellemmois, habitants de Saint-Maurice, rejoignez l'APU !
A qui la ville ? A nous la ville !



*L'APU Fives vous aide et vous soutient dans
vos problèmes de logement.*

*Rendez-vous aux permanences collectives :
Les samedis et vendredis au 118 rue Jean
Bart à Hellemmes, Métro Marbrerie.*

*Contact : apufives@gmail.com /
06.58.71.07.64*

Triton réalisé par :

*Emeline, Cynister, Tonio, Stickmoo, Matt, Six, Maz et
toute l'équipe de l'APU.*

*Merci aux APU's du Vieux-Lille, de Moulins et à la
fine équipe du 14 rue des Tours.*

*Pas de directeur de publication, pas de dépôt légal, pas
de pubs, imprimé par nos soins*

Côa-côa !